

RAPPORT DE PRÉSENTATION
Projet de délibération : 23

Service Stratégie Foncière et Patrimoniale

Rapporteur : Monsieur Pierre **SENECHAL**

DEVELOPPEMENT DURABLE

Billy-Montigny - Régularisation d'une convention de servitude avec la Ville

Le 11 mai 2023, l'établissement intercommunal a délibéré pour acter la cession des parcelles cadastrées section AK n^{os} 421 et 423 au profit de la Ville de Billy-Montigny dans le cadre d'un projet de maison médicale qui sera installée à l'entrée de la zone d'activités Eurobilly.

L'une de ces parcelles est concernée par le passage d'une canalisation d'assainissement d'un diamètre de 1 000 mm qui traverse également une autre parcelle non bâtie (AK 193), déjà propriété de la ville de Billy-Montigny.

Afin de préserver ledit ouvrage communautaire et d'en garantir son accès en cas d'intervention sur le réseau d'eaux usées, il y aurait lieu de régulariser avec le propriétaire la convention de servitude relative au passage de cette canalisation sur la parcelle AK 193, sur une emprise de 2 mètres de part et d'autre le long de la conduite.

La régularisation de cette convention de servitude se ferait à titre gracieux. Tous les frais liés à l'établissement de celle-ci seraient supportés par la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin.

La servitude relative au passage de la canalisation sur la parcelle cadastrée section AK n°423 sera intégrée à l'acte de cession.

L'objet final de la délibération vise à :

Autoriser l'instauration d'une servitude à titre gratuit sur deux propriétés non bâties traversées par une canalisation communautaire d'assainissement.

Rapporteur : Monsieur Pierre SENECHAL

Projet de délibération : 23

DEVELOPPEMENT DURABLE

Billy-Montigny - Régularisation d'une convention de servitude avec la Ville

Le 11 mai 2023, l'établissement intercommunal a délibéré pour acter la cession des parcelles cadastrées section AK n^{os} 421 et 423 au profit de la Ville de Billy-Montigny dans le cadre d'un projet de maison médicale qui sera implantée à l'entrée de la zone d'activités Eurobilly à Billy-Montigny.

Il s'avère qu'une canalisation d'assainissement d'un diamètre de 1 000 mm traverse l'une de ces parcelles (AK 423) mais également une autre parcelle non bâtie, déjà propriété de la ville de Billy-Montigny cadastrée section AK n° 193.

A ce jour, aucune convention de servitude ne régleme la présence de cet ouvrage.

Afin de préserver ledit ouvrage communautaire et d'en garantir son accès en cas d'intervention sur le réseau d'eaux usées, il y aurait lieu de régulariser avec le propriétaire la convention de servitude relative au passage de cette canalisation sur la parcelle AK 193, sur une emprise de 2 mètres de part et d'autre le long de la conduite.

La régularisation de cette convention de servitude se ferait à titre gracieux. Tous les frais liés à l'établissement de celle-ci seraient supportés par la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin.

La servitude relative au passage de la canalisation sur la parcelle cadastrée section AK n°423 sera intégrée à l'acte de cession.

Le Bureau après avoir délibéré, à

Autorise le Président, ou toute personne déléguée, à :

- Régulariser avec la Ville de Billy-Montigny dont l'hôtel de ville est situé rue Jean Jaurès à Billy-Montigny (62420), ou toute autre personne physique ou morale s'y substituant, la convention de servitude relative au passage d'une canalisation d'assainissement communautaire sur la parcelle cadastrée section AK n° 193 à Billy-Montigny, ainsi que tous les actes subséquents.

La servitude sera régularisée à titre gratuit. Tous les frais liés à l'établissement de celle-ci (notaire, géomètre ...) seront supportés par la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin.

- Intégrer au sein de l'acte de cession, au profit de la ville de Billy-Montigny, des parcelles cadastrées section AK n^{os} 421 et 423, une convention de servitude à titre gratuit relative au passage d'une canalisation d'assainissement communautaire sur la parcelle cadastrée section AK n° 423 à Billy-Montigny.

Précise que les crédits nécessaires, d'un montant de 2 000 € sont prévus au budget Assainissement/ Fonctionnement/ Ligne de crédit 6774.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État

dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance, les jour, mois et an que dessus,

Le Président,